



HAL
open science

Evolution de la spécialisation internationale de la Russie depuis le début de la transition

Olga Garanina

► **To cite this version:**

Olga Garanina. Evolution de la spécialisation internationale de la Russie depuis le début de la transition. Séminaire international "La Russie européenne", Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation, Université du Littoral Côte d'Opale, Dunkerque, 14-16 décembre 2006, Dec 2006, Dunkerque, France. <halshs-00231975>

HAL Id: halshs-00231975

<https://shs.hal.science/halshs-00231975v1>

Submitted on 1 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Evolution de la spécialisation internationale de la Russie depuis le début de la transition

Olga Garanina

Décembre 2006

Doctorante

*Laboratoire d'Economie de la Production et de l'Intégration Internationale,
Département Economie Politique de l'Intégration Internationale et du Développement*

Université Grenoble II Pierre Mendès France

LEPII-EPIID

Université Pierre Mendès France, BP 47,
38040 Grenoble Cedex 9, France

Tél. 06 15 82 50 27

Fax. 04 56 52 85 71

Email : olga.garanina@upmf-grenoble.fr

*Mots-clés : commerce extérieur, avantages comparatifs, insertion internationale,
Russie*

Codes JEL: F14

Introduction

Suite à l'éclatement du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM) et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), la Russie doit faire face à deux défis majeurs: (i) le passage de l'économie fermée à l'économie ouverte, et (ii) celui de l'économie administrée à l'économie de marché. A la différence des pays de l'Europe centrale, où les réformes de la période de la transition sont vécues comme un processus de libération de l'empire socialiste et ont pour but l'adhésion à l'Europe (ce qui crédibilise les réformes), en Russie, ce processus est associé à des pertes considérables. En comparaison avec l'URSS, la Russie représente environ la moitié de sa population, 76% de son territoire et 60% de sa production industrielle¹, à quoi s'ajoute l'émergence de nouvelles frontières séparant la Russie de l'Europe Centrale et du Moyen Orient, la réduction de ses façades maritimes et la perte du contrôle de certains de ses ports les plus importants. La perte du statut de superpuissance n'a pas été compensée par des gains économiques pour la majorité de la population. La transition a conduit à l'appauvrissement d'une large couche de la population, à une forte différenciation des revenus et à une dégradation considérable des indicateurs démographiques et de santé. Tous ces facteurs posent des contraintes sérieuses pour l'équilibre économique et social dans les années à venir.

La Russie a hérité des disproportions de l'économie planifiée, soit le surdéveloppement de l'industrie lourde et de l'industrie de défense au détriment de celle des biens de consommation, d'une part, et une faible compétitivité des industries manufacturières d'autre part. Pendant la transition, la Russie s'enlise dans le modèle de développement basé sur les exportations d'hydrocarbures, les industries manufacturières s'avérant non compétitives dans un environnement concurrentiel. La question se pose aujourd'hui quant aux perspectives de diversification des structures de production. Le développement économique, la croissance et la diversification de l'appareil productif, l'augmentation du contenu technologique de la production sont affichés dans le discours officiel comme les objectifs majeurs et considérés comme condition à la fois de la stabilité intérieure et de la meilleure intégration internationale de la Russie. L'objectif de cette recherche consiste à étudier l'évolution de la spécialisation internationale de la Russie depuis le début de la transition et estimer le potentiel de diversification de ses structures productives et d'exportation.

L'article traite de trois thèmes majeurs :

(1) l'évolution de la spécialisation internationale de la Russie (notamment, le calcul des indices de la spécialisation internationale en recourant à la méthode de Lafay *et al.* [1999]). La Russie possède les avantages comparatifs révélés dans les hydrocarbures, ainsi que dans certains produits de ressources naturelles (notamment la filière bois - papier) et intensifs en énergie (métaux non ferreux, acier, engrais) et n'arrive pas à développer des avantages dans d'autres secteurs;

(2) l'évolution de la structure géographique des échanges de la Russie. La Russie tente de préserver la zone d'intégration régionale sur l'ancien espace soviétique (à l'exception des pays baltes) ce qui donne naissance à la Communauté des Etats Indépendants (CEI). Or, l'intégration prend un caractère étatiste "de façade" alors que les stratégies des acteurs privés s'orientent essentiellement vers les marchés occidentaux;

(3) les perspectives pour l'avenir avec une attention particulière portée au secteur des hydrocarbures. La croissance des recettes des hydrocarbures contribue à l'appréciation réelle du rouble et, par ce biais, a un impact négatif pour les secteurs manufacturiers exposés à la concurrence internationale.

¹ Voir OECD [1996], p. 58.

1. Evolution de la spécialisation internationale de la Russie

1.1. Spécialisation héritée de la Russie : matières premières et combustibles

La spécialisation internationale de la Russie découle par nécessité de celle de la RSFSR². Les propriétés systémiques de l'économie planifiée expliquent la non-compétitivité de l'industrie de l'URSS, sauf pour les ressources naturelles. Suivant la logique du planificateur, la priorité était accordée au développement de l'industrie lourde et de l'industrie de la défense au détriment des biens de consommation.

Remarquons tout d'abord qu'il est important de distinguer les échanges de l'URSS avec les pays socialistes dans un cadre administré, et le commerce avec le reste du monde selon les principes de marché. Selon la Commission Européenne [1991], seuls deux groupes d'industries de l'URSS sont susceptibles d'assurer à long terme leur insertion dans les échanges mondiaux: ce sont les hydrocarbures et, dans une moindre mesure, la filière bois-papier, pour lesquels l'URSS dispose des avantages comparatifs révélés³ dans le commerce avec "le reste du monde" (voir tableau 1). Dans le commerce avec le CAEM, les avantages comparatifs de l'URSS sont plus nombreux. Cependant, l'URSS est toujours désavantagée en machines et équipements, produits alimentaires et biens de consommation. Néanmoins, ce mode de calcul ne reflète que les échanges existants, sans donner plus d'informations sur la compétitivité de la production.

Tableau 1

Avantages comparatifs révélés de l'URSS, 1988 - 1989

	Monde	CAEM	Reste du monde
1. Machines, équipements de transport	-0,42	-0,40	-0,48
2. Combustibles et énergie	0,83	0,91	0,72
3. Matières premières	0,13	0,33	-0,11
4. Produits chimiques	0,06	0,18	-0,01
5. Papier et bois	0,49	0,78	0,30
6. Textiles	0,00	0,73	-0,61
7. Denrées alimentaires	-0,82	-0,83	-0,80
8. Biens de consommation	-0,67	-0,70	-0,60
9. Autres biens*	0,25	0,04	0,53

Source: Commission Européenne [1991, p. 247].

* Les valeurs de cette catégorie sont obtenues par déduction et, par conséquent, ne sont pas significatives

Andreff *et al.* [1991] analysent les échanges entre les pays de l'ex-CAEM et la Communauté Economique Européenne (CEE) et arrivent à la conclusion similaire, soit la spécialisation de l'URSS sur les hydrocarbures⁴, auxquels s'ajoutent, de manière moins significative, les minéraux non métalliques et les véhicules routiers.

D'autres auteurs cherchent à estimer le potentiel de diversification des exportations de l'Union soviétique en relation au passage à l'économie de marché. Duchêne, Sénik-Leygonie [1991] estiment les effets du passage à un taux de change d'équilibre sur la rentabilité des

² République socialiste fédérative soviétique de Russie

³ Ici, l'indice $(X_{ij}-M_{ij})/(X_{ij}+M_{ij})$, où X-exportsations, M-importations, i – produit, j-pays. L'indice varie de -1 (le produit n'est pas exporté) à 1 (le produit n'est pas importé).

⁴ Il s'agit des indices de l'intensité relative des flux de l'URSS avec les pays de la CEE. $W_{ijk} = (X_{ijk}/W_i) / (X_i/W_i * M_j/W_j * W_k/W_k)$ X_{ik} – les exportsations du pays i en produit k, M_{jk} – les importsations du pays j en produit k, W – le commerce total. Lorsque $w=1$, le flux commercial dépend uniquement du poids relatif des partenaires i et j et du produit k. Lorsque $w>1$ le flux est relativement plus intense que la moyenne (spécialisation bilatérale) et lorsque $w<1$ il est relativement moins intense.

branches à partir d'un tableau d'entrées-sorties corrigé. Les meilleurs résultats sont enregistrés dans les industries extractives, la filière bois - papier, la sidérurgie, la métallurgie non-ferreuse et aussi dans les constructions mécaniques. Hughes, Sénik-Leygonie [1992] cherchent à déterminer les branches susceptibles d'attirer des capitaux à long terme grâce à leur profitabilité nette. Les calculs des taux de profit potentiels aux prix mondiaux pour la Russie font ressortir que les profits sous-jacents de long terme les plus forts sont enregistrés dans la métallurgie, les hydrocarbures, la filière papier et les produits minéraux non métalliques. Les textiles, l'industrie chimique et l'ingénierie ont des profitabilités moins fortes, mais positives, alors que l'agriculture, les produits de bois et surtout l'industrie alimentaire ont une profitabilité négative. Alors que la déconnection des prix internes vis-à-vis des prix du marché mondial contribue à maintenir des branches non compétitives, notamment l'industrie légère, ces industries vont enregistrer un déclin profond suite au passage au marché et à l'ouverture économique.

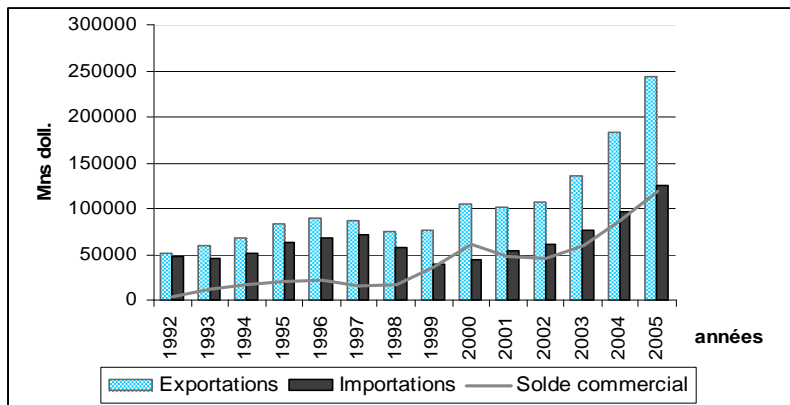
1.2. Balance commerciale positive mais vulnérable

Par opposition à l'économie planifiée, où le commerce extérieur est envisagé par le plan comme résidu en fonction des lacunes de la production domestique, la transition vers le marché s'appuie sur une ouverture économique sur l'extérieur. Les barrières aux échanges sont levées dans un premier temps (tarif nul sur les importations), puis un régime plus protectionniste se met en place. Néanmoins, la fraude et les importations "grises" limitent l'efficacité de toute protection, du moins, durant la décennie 1990.

Les échanges se contractent drastiquement dans le contexte d'une crise économique et systémique⁵. Ensuite, les exportations augmentent (sauf en 1998 et 2001), leurs fluctuations suivant l'évolution des prix des hydrocarbures. Les importations progressent rapidement depuis ces dernières années en relation à l'augmentation du pouvoir d'achat et l'appréciation du rouble (voir graphique 1). Le solde commercial est positif.

Graphique 1

Les exportations et les importations de la Russie depuis 1992



Source : données de la Banque de Russie

Alors que la progression des exportations en valeur est très rapide, la dynamique sous-jacente des exportations en volume est modérée. Bien que les données varient considérablement en fonction de la source, on constate que la croissance réelle des exportations est très inférieure à celle des importations et se contracte fortement en 2005 (voir tableau 2). L'accélération des échanges en valeur est due essentiellement à la montée des prix des hydrocarbures. Près de 85% de la croissance de la valeur des exportations est liée à la

⁵ En 1991, les exportations soviétiques ont baissé de 40% en dollars et les importations ont chuté de 80% en dollars (Ahrend, Tompson [2005, p. 6]). L'estimation de la contraction des échanges (davantage concernant les échanges inter-républicains) peut varier en fonction de l'estimation des échanges soviétiques en prix de marché.

croissance des recettes d'exportations énergétiques en 2005⁶. Or, les exportations du pétrole ont décliné en volume de 2% en 2005 par rapport à 2004 et les exportations de gaz ont augmenté en termes physiques de 3% seulement en 2005 (6% en 2004)⁷.

La tendance à la hausse du solde commercial peut donc se renverser dans les années à venir, en fonction de la conjoncture des prix des hydrocarbures et du taux de croissance des importations.

Tableau 2

Dynamique des exportations et importations en volumes physiques, % d'accroissement par rapport à l'année précédente

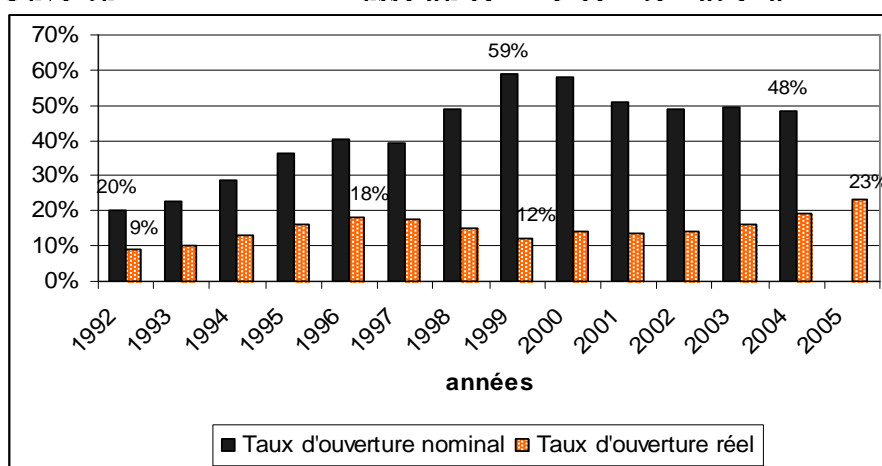
	2002	2003	2004	2005
Exportations en volumes physiques	8,9	10,5	11,2	3,8
Importations en volumes physiques (www.forecast.ru)	9,9	19,3	23,3	29,8
Importations en volumes physiques (MERT)		24,4	21,8	22,6

Données du rapport "Ekonomicheskie itogi 2005 goda", pp. 2, 12.

Le taux d'ouverture de la Russie en termes réels (mesuré comme le ratio du commerce nominal au PIB selon la parité du pouvoir d'achat) culmine à 18% en 1996, diminue suite à la crise et augmente jusqu'à 23% en 2005. L'ouverture nominale est beaucoup plus forte (près de 50% dans les années 2000) (voir graphique 2).

Graphique 2

Ouverture de l'économie russe au commerce international



Source : UNCTAD Handbook of Statistics on-line, IMF World Economic Outlook Database, Banque de Russie

1.3. Mesure de la spécialisation internationale de la Russie

1.3.1. Evolution de la structure des échanges par produits

Des ruptures géographiques et économiques (notamment, celles en termes de prix) empêchent une comparaison directe et détaillée de la structure des échanges russes dans le temps. Les données statistiques sont biaisées par les imperfections systémiques de l'appareil statistique, surtout dans les premières années de la transition, ainsi que par le développement de l'économie souterraine (notamment, des importations non officielles)⁸.

⁶ Selon l'estimation de la Banque Mondiale (World Bank [2004]), la part de l'industrie des hydrocarbures dans le PIB constitue près de 25% en 2000, le défaut des statistiques officielles étant la non prise en compte des prix de transfert, et par ce biais, le glissement de la valeur du secteur des hydrocarbures vers le commerce et transports.

⁷ BOFIT [2006-3].

⁸ Le commerce "de navette" représente près de 20% des importations russes en 1996-1997.

Dans ses grandes lignes, la structure du commerce extérieur russe (tableau 1.5.) s'aligne sur celle héritée de l'Union soviétique. Néanmoins, la polarisation des exportations sur les matières premières semble s'accroître (voir tableau 3):

- la part des produits énergétiques dans les exportations augmente (elle atteint 64% des exportations en 2005), tirée par l'évolution des prix pétroliers. Ceci étant, la croissance des exportations d'hydrocarbures en volume est limitée. La hausse de la production pétrolière se ralentit du fait de l'épuisement du modèle de croissance basé sur l'exploitation des réserves délaissées pendant la crise économique de la fin de la période soviétique et de la transition, alors que l'industrie gazière butte aux contraintes d'investissements;

- les exportations des machines et équipements déclinent en passant de presque 20% à la fin de la période soviétique à moins de 8% en 2003. Ce déclin a été atténué par la reprise des exportations des armements au milieu des années 1995⁹.

- des importations de biens de consommation sont en progression, ce qui reflète les effets d'une crise économique profonde et la montée de la consommation dans les dernières années.

Tableau 3

Structure du commerce extérieur de la Russie

	Exportations, %			Importations, %		
	1996	2000	2004	1996	2000	2004
Total (CTCI 0 à 9)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Produits alimentaires (CTCI 0 + 1 + 22 + 4)	1,8	1,2	1,4	17,8	15,1	16,6
Matières premières d'origine agricole (CTCI 2 - 22 - 27 - 28)	3,3	3,1	3,0	0,8	1,6	1,1
Combustibles (CTCI 3)	43,1	51,3	50,2	2,8	3,3	2,6
Minerais et métaux (CTCI 27 + 28 + 68)	9,9	9,1	7,6	3,4	4,8	3,7
Produits manufacturés (CTCI 5 à 8 moins 68)	26,1	22,2	21,0	43,6	40,0	67,8
Produits chimiques (CTCI 5)	5,9	4,8	4,4	7,0	8,3	11,5
Articles manufacturés divers (CTCI 6 + 8 - 68)	13,1	11,5	11,6	16,6	14,4	20,5
Machines et matériel de transport (CTCI 7)	7,0	5,9	5,0	20,0	17,2	35,8
Non-distribués	15,8	13,0	16,9	31,6	35,3	8,2

Source : UNCTAD Handbook of Statistics on-line, CTCI Rév.2.

1.3.2. Position par marché

L'indicateur de la position par marché reflète le solde relatif des échanges d'un pays en un produit donné par rapport au commerce mondial de ce produit¹⁰.

Le nombre de positions par marché sur lesquelles la Russie a une notation négative (soit importateur net) est environ deux fois supérieur à celui des positions exportatrices nettes¹¹. Ses positions les plus fortes sont concentrées dans les produits primaires. Ce sont "nickel" (683), "gaz naturel et gaz manufacturé" (341), "autres bois bruts ou simplement équarris" (247), "lingots et formes primaires en fer ou en acier" (672), "engrais manufacturés" (562),

⁹ Ahrend, Tompson [2005, p. 26].

¹⁰ La position par marché (solde relatif) se calcule selon la formule $Sik = 100 * (Xik - Mik) / Wk$, avec Xik, les exportations du pays i du produit k, Mik, les importations du pays i du produit k, Wk, le commerce mondial du produit k, W., le commerce mondial pour le total des biens et services. L'indice se définit en pourcentage. Source: Lafay *et al.* [1999]. Nous utilisons les données de la CNUCED, classification CTCI révision 2. La classification est assez fiable dans la mesure où le pourcentage de l'erreur de classement [("total tous produits" - somme de tous les postes) / "total tous produits"] est inférieur à 1% dans la plupart des cas et ne dépasse pas 2%.

Les limites générales des statistiques russes nous obligent à traiter les résultats avec précaution. Ainsi, les données sur les exportations de la Banque de Russie sont très proches de celles de la CNUCED. Néanmoins, les importations selon la Banque de Russie sont considérablement supérieures à celles rapportées par la CNUCED. Le rapport Importations selon la Banque de Russie/ Importations selon la CNUCED est de 1,11 en 1996, 1,06 en 1997, 0,98-0,99 en 1998-2000, mais atteint 1,45 en 2002 et se situe entre 1,29 et 1,32 en 2001, 2003 et 2004.

¹¹ Voir Annexe 1. Les positions par marché, 1996-2003.

"engrais bruts" (271), "aluminium" (684), "autres moteurs et machines motrices et parties" (718), "autres métaux communs non ferreux, et cermets" (689) et "ferrailles, déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier" (282), pour ne citer que la première dizaine. Ces positions correspondent aux ressources naturelles ou à des produits intensifs en énergie. Le pétrole vient à la onzième place, ce qui reflète la moindre part qu'occupe la Russie sur le marché pétrolier international, par rapport à certains métaux ou le gaz naturel.

Les positions les plus faibles sont "thé et maté" (074), "sucres et miel" (061), "tabacs, non fabriqués"; "déchets de tabac" (121), "minerais de métaux communs, même enrichis, n.d.a." (287), "beurre" (023), "viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés" (011), "machines et appareils pour l'industrie alimentaire, et pièces" (727), "margarine et graisses culinaires" (091), "huiles et graisses d'origine animale" (411), "coton" (263). Elles incluent non seulement les biens non produits en Russie, mais aussi des produits agroalimentaires qui pourraient être produits suffisamment en Russie, ce qui témoigne d'une crise profonde de l'agriculture.

Quant à l'évolution des positions par marché, on peut faire les observations suivantes:

- la position de la Russie s'améliore en moyenne en 1996-2003;
- les produits alimentaires (CTCI 0+1+22+4) constituent le noyau des positions les plus faibles. Toutefois, la Russie semble s'approprier des positions fortes en blé;
- sur les matières premières agricoles (CTCI 2 sauf 22, 27, 28), la position de la Russie est assez forte et stable. Le poste "autres bois bruts ou simplement équarris" (247) enregistre une forte croissance, ce qui témoigne du développement insuffisant des industries de transformation et de la persistance des stratégies de prédation des ressources;
- sur les minerais et métaux (CTCI 27+28+68), la position se renforce. Notamment, il s'agit du nickel, du fer et acier et de l'aluminium;
- la Russie détient des positions fortes sur les combustibles (CTCI 3);
- dans les produits chimiques (CTCI 5), les positions sont variées, avec des positions fortes sur les "engrais manufacturés" (562), ainsi que les "explosifs et articles de pyrotechnie" (572) et "produits chimiques inorganiques; oxydes et sels halogénés" (522);
- la situation dans le groupe machines et matériel de transport (CTCI 7) est globalement défavorable (sauf les postes "machines à vapeur d'eau, locomotives et pièces" (712) et "Autres moteurs et machines motrices et parties" (718), sur lesquels la Russie détient des positions positives. Pour les autres postes, la position est généralement négative, dont quelques-uns faisant partie des positions les plus faibles ("machines et appareils pour l'industrie alimentaire, et pièces" (727), "Appareils d'électricité médicale et de radiologie" (774));
- dans les autres produits manufacturés, les positions restent faibles.

Notons à part les postes correspondant aux matériels militaires "Véhicules blindés de combat, armes de guerre et munitions" (951), "Navires, bateaux et engins flottants" (793), et "Appareils de navigation aérienne, matériel connexe, et pièces" (792). La notation de la Russie est dans la plupart des cas positive. A ce jour, on ne peut toutefois en dégager une tendance forte. De plus, de fortes incertitudes concernent la fiabilité des données.

1.3.3. Avantages comparatifs révélés de la Russie

Parmi plusieurs méthodes de mesure de l'avantage comparatif révélé (ACR), nous retenons ici la méthode du CEPII¹². A la différence de la méthode classique de Balassa¹³,

¹² Lafay *et al.* [1999]. Il se calcule de la manière suivante: $F_{ik} = 1000 * W_k / Y_i (S_{ik}/100 - S_i/100)$. S_{ik} représente la position sur le marché, W_k – commerce mondial du produit k , Y_i – PIB en PPA du pays i . Pour des comparaisons temporelles (r - année de référence), les flux X et M doivent être corrigés afin d'éliminer l'influence des changements non spécifiques au pays étudié liés à l'évolution du poids des produits sur le plan mondial. Il faut multiplier les flux des autres années (n) par le coefficient e . $e_k^n = [W_k^r / W_k^r] / [W_k^n / W_k^n]$ L'indicateur est donc mesuré aux poids de l'année de référence. Pour l'année de référence, il correspond à la

fondée sur les structures relatives d'exportation, l'indicateur du CEPII tient compte de la taille du pays exprimée en PIB. Il s'exprime en millièmes du PIB PPA du pays i et caractérise l'écart entre la position par marché sur le produit k et la position globale.

Nous préférons également la méthode de CEPII à la méthode utilisée dans Ahrend [2004]¹⁴ car cette dernière ne prend pas en compte l'évolution de la structure du commerce mondial (mesurée en valeur) et donc des phénomènes de prix. Ahrend [2004] constate que (i) le nombre de secteurs sur lesquels la Russie a des avantages comparatifs est faible et que (ii) en 1997-2003, les avantages et les désavantages de la Russie s'approfondissent. Néanmoins, ces résultats sont biaisés par l'évolution des prix du commerce extérieur et notamment, des prix des hydrocarbures.

Les résultats de nos calculs selon la méthode du CEPII¹⁵ montrent encore une fois la spécialisation de la Russie sur les hydrocarbures et les produits primaires. La Russie démontre des avantages comparatifs révélés sur 18% environ des postes de la nomenclature CTCI à trois chiffres¹⁶, et ce essentiellement sur les produits primaires. Les ACR les plus forts sont "Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux" (333), "Gaz naturel et gaz manufacturé" (341), "Produits raffinés du pétrole" (334), "Aluminium" (684), "Lingots et formes primaires en fer ou en acier" (672), "Engrais manufacturés" (562), "Autres bois bruts ou simplement équarris" (247), "Nickel" (683), "Cuivre" (682) et "Larges plats et tôles, en fer ou en acier" (674). Les désavantages principaux sont (à commencer par les désavantages les plus flagrants): "Voitures automobiles pour le transport des personnes" (781), "Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés" (011), "Équipement de télécommunication et pièces" (764), "Produits médicaux et pharmaceutiques" (541), "Lampes, tubes, valves électroniques à vide et à vapeur" (776), "Sucres et miel" (061), "Machines automatiques de traitement de l'information" (752), "Minerais de métaux communs, même enrichis, n.d.a." (287), "Autres machines et appareils pour l'industrie particulière et pièces" (728), "Transactions spéciales et articles non classés par catégories" (931).

La structure des ACR correspond à celle des positions par marché, avec un resserrement plus net des avantages sur les hydrocarbures et produits primaires. Ceci étant, les désavantages sont moins profonds et plus nombreux que les avantages.

La structure des ACR semble assez stable. On remarque néanmoins un renforcement de la spécialisation sur le pétrole, lequel reflète la hausse des exportations pétrolières en volume (les phénomènes prix étant enlevés grâce à l'indexation des poids du commerce mondial). Il nous semble donc que suite à l'épuisement récent de la hausse de la production pétrolière, on peut s'attendre à une stabilisation de l'avantage comparatif en pétrole (à plus long terme, une réduction est possible en cas de percée des exportations d'autres produits).

1.4. Avantages absolus et avantages comparatifs

Il ressort de la théorie classique que la meilleure politique d'ouverture serait le libre-échange basé sur les avantages comparatifs. Ceci étant, nous avons démontré la spécialisation

contribution relative f et pour les autres années il s'en écarte suivant l'évolution des poids des produits dans le commerce mondial.

¹³ $BB_{ik} = X_{ik} / [X_k * (X_i / X)]$ (i - pays, k - produit, X - exportations, X_k - exportations mondiales du produit k , X_i - exportations du pays i , X - exportations mondiales). Le dénominateur représente le niveau qu'aurait atteint les exportations du produit i par le pays p , si elles étaient proportionnelles à la part du pays dans les exportations mondiales. Balassa [1965].

¹⁴ Ahrend [2004] calcule l'ACR de la manière suivante: $ACR_i = (X_i / \sum X_k - M_i / \sum M_k) * 100$, X_i et M_i sont respectivement exportations et importations du produit i (coefficient proposé par Neven D. [1995]). La hausse des prix des hydrocarbures entraîne l'amélioration de l'avantage comparatif mesurée selon cette méthode.

¹⁵ Les corrections sont faites par rapport à l'année 1996.

¹⁶ Voir Annexe 2. Avantages comparatifs révélés de la Russie, 1996-2003.

internationale de la Russie sur les produits primaires. Des réflexions suivantes nous paraissent pertinentes à ce propos.

Premièrement, la théorie des avantages comparatifs n'explique pas les échanges fondés sur les motifs politiques ou diplomatiques, ni les échanges basés sur les avantages absolus. Ces derniers correspondent à la situation où l'un des partenaires n'est pas en mesure de produire le bien importé, quels que soient les coûts. Les hydrocarbures et autres matières premières font partie des avantages absolus¹⁷. En effet, pour ces produits, il n'y a pas de coûts comparés et le prix à l'échange varie en fonction de la conjoncture internationale sans les limites des coûts comparés des pays échangistes. La majeure partie des exportations russes se trouve donc en dehors du cadre des théories du commerce international (approche ricardienne, expliquant les différences des coûts relatifs des produits par les différences de productivité de la main d'oeuvre, ou celle de Heckscher-Ohlin se basant sur les différences des dotations, et donc des coûts, des facteurs). Les échanges commerciaux russes sortent également du cadre des nouvelles théories du commerce international analysant l'émergence du commerce intra branche. Les exportations russes reflètent les avantages absolus de l'économie, précisément sa dotation en ressources naturelles. Elles se rapprochent ainsi du cadre de la théorie de "la disponibilité" ("*availability*" *theory of trade*, Kravis [1956]), selon laquelle le pays donné exporte la ressource ou le produit disponible dans le pays (et non disponible dans les autres pays). A ceci s'ajoutent les ventes d'armements, soumises aux logiques politiques.

Deuxièmement, la pertinence même du concept de l'avantage comparatif, basé sur l'hypothèse de l'immobilité des facteurs entre les économies, est limitée par le développement de la mobilité internationale des facteurs de production¹⁸. Néanmoins, dans le cas russe, l'on peut encore l'admettre du fait de la relative fermeture aux investissements étrangers.

L'analyse de la spécialisation internationale ne démontre pas un avantage comparatif révélé prononcé et durable dans les industries manufacturières, mise à part celles basées sur la première transformation des matières premières.

Néanmoins, la Russie possède un potentiel fort pour faire évoluer sa spécialisation internationale, notamment en termes de coûts (par exemple, coûts salariaux), de qualité du capital humain et du potentiel d'innovation technologique. A ce jour, la Russie n'arrive guère à capitaliser ce potentiel. Ses gains à l'échange sont de ce fait limités. De plus, en tentant de réaliser son potentiel compétitif, la Russie devra faire face à la concurrence des grandes entreprises oligopolistiques bénéficiant de nombreux avantages tels que la domination des marchés en amont, les fortes capacités financières, le renom international et, probablement, l'importance politique et le soutien des gouvernements¹⁹.

2. Structure géographique du commerce extérieur de la Russie

Le démantèlement du camp socialiste implique des changements profonds dans la structure géographique des échanges de la Russie. La tendance principale consiste en la réorientation des flux commerciaux des anciennes économies soviétiques vers les économies de marché développées. Rappelons que les échanges extérieurs de l'URSS étaient conformes à une logique stratégique laquelle favorisait le commerce avec les pays du bloc socialiste.

Dans les années 1990, la part des pays européens de l'ancien camp socialiste a diminué considérablement, en passant de 14,3% à 10% environ dans les exportations et de 13% à 7,3% dans les importations russes²⁰. D'ailleurs, cette tendance se développait avant les années 1980-1990.

¹⁷ Voir Lassudrie-Duchêne, Ünal-Kesenci [2001].

¹⁸ Je dois cette idée à B. Gerbier.

¹⁹ Lassudrie-Duchêne, Ünal-Kesenci [2001].

²⁰ Ahrend, Tompson [2005, p. 26].

De même, on constate une forte baisse des échanges avec les anciennes républiques de l'URSS, regroupées dans la CEI (à l'exception des pays baltes). Leur part dans les exportations russes diminue de 58% en 1991 à 15% en 2003, et, pour les importations, de 55% à 23% respectivement²¹. La baisse des échanges avec la CEI se poursuit jusqu'à présent.

A ce jour, les partenaires principaux de la Russie l'UE (UE-25 représente 52,1% des échanges de la Russie en 2005), la CEI (la CEI assure 15,2% des échanges de la Russie en 2005), notamment l'Ukraine et la Biélorussie, ainsi que la Chine (voir tableau 4).

Tableau 4

Principaux partenaires commerciaux de la Russie en 2005

	Exportations de la Russie (Mns doll)	Importations de la Russie (Mns doll)	Part dans le total des échanges, %
Allemagne	19731,1	13239,9	9,7
Pays Bas	24595,4	1933,7	7,8
Italie	19057,7	4407,6	6,9
Chine	13048,3	7249,3	6
Ukraine	12403,1	7774,4	5,9
Biélorussie	10093,6	5713,9	4,7
Turquie	10859,8	1732,2	3,7
Royaume Uni	8270,8	2775,5	3,3
Pologne	8623,4	2744	3,3
Suisse	10476,1	874,7	3,3
Finlande	7645	3085,9	3,2
Etats-Unis	6321,1	4560	3,2
France	6110,7	3668,1	2,9
Kazakhstan	6526,9	3208	2,9
Japon	3749,9	5831,7	2,8

Source : Service d'Etat des Douanes

Dans les statistiques russes, d'habitude, on distingue les échanges avec les pays de la CEI, nommée "étranger proche" (soit les anciens échanges inter-républicains, à l'exception des pays baltes), et les échanges avec l'"étranger lointain", c'est-à-dire avec tous les autres pays. Il persiste en effet une différenciation des échanges avec ces deux ensembles de pays, laquelle reflète la persistance des tissus économiques issus de l'époque soviétique. La Russie exporte relativement plus de produits primaires vers les pays en dehors de la CEI et importe relativement plus de produits alimentaires, machines, équipements et produits des industries chimiques en provenance des pays hors la CEI. Il se pose donc la question de la possible utilisation de la CEI comme base pour la diversification des exportations russes.

La comparaison directe des structures des échanges est biaisée par la différenciation des prix (par exemple, fournitures gazières vers la CEI, notamment, vers l'Ukraine et la Biélorussie à des "prix d'amis"). Pour éviter ces distorsions, nous avons étudié uniquement les échanges des produits manufacturés.

En effet, le commerce intra-branche des produits manufacturés, mesuré par indice de Grubel-Lloyd²² est relativement plus fort pour la CEI. Cependant, les échanges intra-branche s'affaiblissent en 2005 par rapport à 2000 tant pour le commerce avec la CEI que pour la totalité des échanges extérieurs russes (voir tableau 5), ce qui traduit une désintégration des liens de production.

²¹ Comité interétatique de statistiques de la CEI, www.cisstat.com

²² L'indice GL se calcule de la manière suivante: $GL = \frac{\{(X_{ik} + M_{ik}) - |X_{ik} - M_{ik}|\}}{(X_{ik} + M_{ik})} * 100$. X et M représentent respectivement la valeur des importations de l'industrie k. Le commerce intra-branche se définit ainsi comme la différence entre le commerce total $(X_{ik} + M_{ik})$ et les exportations (ou importations) nettes $|X_{ik} - M_{ik}|$ lesquelles reflètent le commerce inter-branche. Il se mesure entre 0 (commerce intra-branche nul pour l'industrie k) et 100 (tout le commerce de l'industrie k est intra-branche). De la même manière, on peut calculer l'indice bilatéral du pays i avec le pays j : $GL_{ij} = [1 - |X_{ijk} - M_{ijk}| / (X_{ijk} + M_{ijk})] * 100$.

Ce résultat est en conformité avec les analyses antérieures, selon lesquelles le commerce intra-branche de la Russie est beaucoup plus prononcé avec les pays de la CEI qu'avec le reste du monde, mais aussi que la période 1996-2000 laisse entrevoir un désengagement de la Russie à l'égard de la CEI (Freinkman *et al.* [2004]).

Tableau 5

Echanges intra-branche des produits manufacturiers, 2000-2005

	2000		2005	
	Commerce Russie-CEI	Commerce Russie-Monde	Commerce Russie-CEI	Commerce Russie-Monde
Indice Grubel Lloyd (SITC Rev. 2 à 3 chiffres, groupes 5-8 sauf 68), moyenne pondérée par les échanges, %	65,11	47,16	62,28	36,12
Variation des exportations manufacturières russes en 2005 par rapport à 2000, %			319,9	199,44
Variation des importations manufacturières russes en 2005 par rapport à 2000, %			223,9	389,15

Source : données UN Comtrade, calculs de l'auteur.

Le commerce intra-branche ressort plus nettement dans les échanges de biens d'équipement, ce qui pourrait témoigner d'une reconstitution de la base industrielle à l'échelle de la CEI. Néanmoins, la structure des échanges intra-branche est assez variable selon les années, due en partie au poids limité des échanges manufacturiers.

De même, les exportations en provenance de la CEI perdent en compétitivité. On observe en 2005 une baisse des importations russes en provenance de la CEI en volume sur fond d'une hausse des prix²³.

3. Perspectives de l'évolution de la spécialisation internationale

3.1. Limites de la croissance des exportations des hydrocarbures

Dans les années à venir, les performances de la Russie vont dépendre de la situation des secteurs d'exploitation des ressources naturelles, plus précisément, des hydrocarbures. Même si des industries manufacturières se développent assez rapidement, leur contribution sera limitée dans les prochaines années. Il en suit le besoin d'assurer le développement équilibré de l'industrie des hydrocarbures à long terme afin de satisfaire aux objectifs de la consommation interne et de l'équilibre des comptes extérieurs.

Bien que la Russie ne puisse concurrencer l'Arabie Saoudite en termes de quantités produites ni en termes de prix, elle reste un producteur à très fort potentiel²⁴. Or, une forte incertitude pèse sur les niveaux futurs de la production et des exportations pétrolières russes. L'épuisement récent de la croissance de la production s'explique par les stratégies des compagnies pétrolières privilégiant la récupération du pétrole non extrait pendant les années de la transition ou laissé en terre du fait des pratiques soviétiques non efficaces des années 1980 (Dienes [2004]). La majeure partie de la production russe provient des champs ayant déjà atteint le maximum de production. Les gisements en déclin ont contribué à 7 Mns bar/jour sur 8,4 Mns bar/jour de la production russe en 2003²⁵. Afin de maintenir la dynamique de production, de nouvelles capacités importantes doivent donc être mises en service. Or, les coûts de développement de nouveaux projets sont supérieurs aux coûts des projets existants pour des raisons du manque d'infrastructures et conditions géologiques et climatiques plus difficiles. Dans le secteur gazier, bien que les réserves disponibles soient gigantesques, la question cruciale est d'assurer les investissements dans le développement de

²³ BOFIT [2006-3].

²⁴ Voir sur ce sujet Boussena *et al.* [2006].

²⁵ Grace [2005, p. 184]

nouveaux gisements (dont de la péninsule de Yamal). Enfin, les besoins croissants de la consommation interne viennent limiter les capacités d'exportation des hydrocarbures.

3.2. Challenges de la richesse en ressources naturelles: maladie hollandaise

La croissance des recettes d'exportations des hydrocarbures peut entraîner une hausse du taux de change réel du rouble, ce qui a un impact négatif pour la compétitivité des industries sujettes à la concurrence internationale. Cet effet est connu comme la "maladie hollandaise"²⁶. En Russie, on constate tant la présence des facteurs de développement de la maladie hollandaise (flambée des prix de pétrole sur fond de la croissance physique des exportations), que des symptômes de sa propagation, tels que le ralentissement de la production manufacturière et l'appréciation du rouble.

Depuis la reprise post-98, les meilleures performances des industries sont enregistrées par les secteurs d'extraction (essentiellement, des produits énergétiques, puisque les industries d'extraction de matières non énergétiques ont des performances inférieures à la moyenne industrielle). La croissance de la production des hydrocarbures se ralentit à partir de 2005, mais la hausse des prix du brut permet une continuation de la hausse des recettes d'exportation.

Les activités de services (protégées de la concurrence internationale), telles que la construction, le commerce, les transports et communications, ainsi que l'intermédiation financière démontrent des taux de croissance élevés (dans certains cas, supérieurs à 10% annuels), en conformité au modèle théorique de la maladie hollandaise. Comme note la Banque Mondiale²⁷, alors qu'en 2003 et premier semestre 2004, la croissance était tirée par les hydrocarbures et d'autres secteurs industriels, par la suite, elle se déplace vers les secteurs produisant biens et services protégés de la concurrence étrangère. En 2005, la croissance du PIB est assurée presque à 40% par la croissance du secteur du commerce, lequel augmente à des taux supérieurs à 10% par an. A ce jour, le secteur de commerce assure 18% du PIB, ce qui est supérieur à la part des industries manufacturières²⁸.

D'autre part, l'industrie de transformation continue à démontrer une tendance globalement haussière.

La croissance se concentre dans les activités protégées de la concurrence internationale (commerce, bâtiment), alors que les industries concurrencées par les importations (textiles, machines et équipements) ont les performances les moins bonnes²⁹. Les industries d'extraction, quant à elles, sont sur le point d'épuiser la croissance extensive des dernières années (industrie pétrolière) ou buttent aux contraintes d'investissements (industrie gazière). Notons également une baisse d'emploi dans l'industrie manufacturière (-4% en 2005), à comparer avec l'augmentation d'emploi de 9,7% dans le "commerce de gros et de détail et entretien de véhicules"³⁰.

Néanmoins, la majorité des secteurs industriels poursuivent la croissance. De plus, le déclin de certaines industries (par exemple, de l'industrie légère) ne semble pas être lié uniquement au phénomène de la maladie hollandaise, mais est aussi associé à la faible compétitivité héritée de l'économie soviétique. De même, la croissance des prix dans le secteur des services par rapport aux prix des biens industriels et alimentaires peut s'expliquer par les ajustements structurels de l'économie en transition.

²⁶ Corden, Neary [1982], Van Wijnbergen [1984].

²⁷ World Bank [2006].

²⁸ BOFFIT [2006-6].

²⁹ Pour les données désagrégées selon les industries manufacturières on peut se référer à la base de données de *Higher School of Economics*, www.hse.ru.

³⁰ World Bank [2006].

D'autres facteurs viennent limiter la propagation de la maladie hollandaise en Russie:

- la Russie est une économie large. Les exportations constituent un tiers du PIB, ce qui atténue les symptômes de la maladie hollandaise (Roland [2005, p.7]);

- la mobilité intersectorielle des ressources est limitée et ne reflète pas suffisamment les mouvements des prix relatifs (Volchkova [2005, p.12]);

- le court intervalle de disponibilité des données et l'instabilité des taux de croissance peuvent entraîner des biais statistiques.

Enfin, certains auteurs soulignent que l'appréciation du rouble observée en Russie peut avoir autres fondements que l'afflux des recettes d'exportations d'hydrocarbures (Roland [2005], Boussena *et al.* [2006]). Il s'agit notamment de l'effet Balassa-Samuelson qui attribue l'appréciation de change à la hausse de la productivité³¹. Cependant, la hausse de la productivité (selon les statistiques officielles, elle passe de 7% à 5,5% en 2004 - 2006 en moyenne annuelle pour l'ensemble de l'économie) est inférieure à l'appréciation réelle du rouble, laquelle se mesure à environ 9-10% par an selon la Banque de Russie³², alors qu'une étude récente montre que l'appréciation du rouble en 1999-2005 peut être expliquée par la combinaison de la hausse des prix pétroliers et l'augmentation des volumes exportés, seule la hausse des prix ne pouvant expliquer l'appréciation du change (Sosunov, Zamulin [2006]). L'effet Balassa-Samuelson ne suffit donc pas pour expliquer l'appréciation de change.

Conclusion

Durant les années 1990, la Russie n'arrive pas à mettre l'ouverture économique au service de son développement. La transition consolide la spécialisation de la Russie sur les exportations des ressources naturelles. Les secteurs manufacturiers, à quelques rares exceptions, démontrent une compétitivité faible, et ce malgré la présence d'un fort potentiel de développement (capital humain, potentiel scientifique et de recherche). La discussion des moyens d'action visant la diversification de structures productives en Russie dépasse le cadre de notre analyse. Notons néanmoins que plusieurs défis se posent :

- la coordination de la politique monétaire, de la politique de change et de la politique industrielle;

- l'investissement en infrastructures et capacités de production lorsque l'intermédiation financière n'est pas suffisamment développée;

- la politique d'ouverture sélective dans le contexte de l'accession à l'Organisation Mondiale du Commerce et le problème de la subvention énergétique pour les industries manufacturières;

- la réduction de l'incertitude économique (vulnérabilité macroéconomique accrue à l'égard des fluctuations des marchés énergétiques), institutionnelle et politique;

- la maîtrise des conséquences politico-économiques de la richesse en ressources naturelles, laquelle favorise les comportements de recherche de rente ayant des effets néfastes pour le développement économique.

³¹ Balassa [1964], Samuelson [1964]. La croissance de la productivité dans le secteur de biens échangeables entraîne la croissance de salaires dans tous les secteurs, d'abord celui de biens échangeables et par la suite celui de biens non échangeables. Ceci entraîne une hausse de prix dans le secteur non échangeable, et, par ce biais, une appréciation réelle de change. La hausse des prix reflète dans ce cas une amélioration des standards de vie.

³² Ainsi, selon la Banque de Russie (CBR [2005]), l'appréciation du taux de change réel effectif est due à la hausse des prix d'exportation et à la croissance du différentiel d'inflation par rapport aux pays partenaires.

Bibliographie

- Ahrend R. [2004]: "*Russian Industrial Restructuring: Trends in Productivity, Competitiveness and Comparative Advantage*", OECD Economics Department Working Paper, September.
- Ahrend R., Tompson W. [2005] : "Fifteen Years of Economic Reform in Russia : What Has Been Achieved? What Remains to Be Done?", *OECD Economics Department Working Papers* No. 430, ECO/WKP (2005)17, 13 May 2005.
- Andreff M., Andreff W., Chappaz A., Laurent A., Locatelli C., Samson I. [1991]: "*Les échanges entre la CEE et les pays de l'ex-CAEM à l'horizon 1992*", Rapport final, réalisé pour le ROSES, URA 1417 du CNRS, Université Pierre Mendès France de Grenoble. Commissariat Général du Plan, comité "Economie Internationale". Octobre 1991, 297 p.
- Balassa B. [1965] : "*Trade Liberalization and Revealed Comparative Advantage*", The Manchester School of Economics and Social Studies, vol. 33, p.99-123.
- BOFIT [2006-3] : "*BOFIT Russia Review*", Bank of Finland, BOFIT – Institute for Economies in Transition, n°3.
- Boussena S., Pawels J.-P., Locatelli C., Swartenbroekx C. [2006]: "Le poids pétrolier et gazier de la Russie et de la région de la mer Caspienne", in "*Le défi pétrolier. Questions actuelles du pétrole et du gaz*", chapitre 3, Vuibert, pp. 109-173.
- CBR [2005] : "*Osnovnie napravlenia edinoi gosudarstvennoi denezjno-kreditnoi politiki na 2006 god*", (*directions principales de la politique monétaire pour 2006*), approuvé le 14 novembre 2005, Banque de Russie.
- Commission Européenne [1991] : "*La situation économique et les réformes de l'Union Soviétique. Rapport de la Commission Européenne*". Paris : L'Harmattan.
- Corden W.M., Neary J.P. [1982] : "Booming Sector and De-industrialization in a small open economy", *Economic Journal*, 92, pp. 825-848.
- Dienes L. [2004] : "Observations on the Problematic Potential of Russian Oil and the Complexities of Siberia", *Eurasian Geography and Economics*, vol. 45, No. 5, pp. 319-345.
- Duchêne G., Sénik-Leygonie C. [1991] : "Rentabilités, taux de change et spécialisation internationale", in Duchêne G. et Tartarin R. (éds.) [1991] : "*La grande transition. Economie de l'après-communisme*", Paris: Cujas, pp. 161-187.
- "*Ekonomicheskie itogi 2005 goda*", *obzor makroekonomicheskikh tendentsiy N°63*, 14 février 2006, préparé par le Centre de l'analyse macroéconomique et prévisions de court terme", disponible sur www.forecast.ru (téléchargé le 19 juin 2006)
- Freinkman L., Polyakov E., Revenco C. [2004] : "Trade Performance and Regional Integration of the CIS Countries", *Working Paper n° 38*, World Bank, Washington, DC.
- Grace J.D. [2005] : "*Russian Oil Supply. Performance and Prospects*", Oxford Institute for Energy Studies, Oxford University Press.
- Hughes G., Senik-Leygonie C. [1992] : "Industrial Profitability and Trade among the Former Soviet Republics", *Economic Policy*, Vol. 15, October 1992, pp. 354-386.
- Kravis I.B. [1956] : "'Availability' and Other Influences on the Commodity Composition of Trade", *Journal of Political Economy*, 64 (2), pp. 143-155.
- Lafay G., Herzog C., Freudenberg M., Ünal-Kesenci D. [1999] : "*Nations et Mondialisation*", *Economica*, 410p.
- MERT [2005] : "*Utochnenniy prognoz sotsialno-ekonomicheskogo razvitiya Rossiyskoi Federatsii na 2006 god i osnovnye parametry prognoza do 2008 goda*" (*Prévisions précisées du développement socio-économique de la Fédération de*

Russie pour l'année 2006 et les paramètres principaux des prévisions jusqu'en 2008) Moscou, décembre 2005.

OECD [1996] : "*Trade Policy and the Transition Process*".

Roland G. [2005] : "*The Russian Economy in 2005*", UC Berkley, Working Paper.

Sosunov, K. Zamulin, O. [2006] : "*Can Oil Prices Explain the Real Appreciation of the Russian Ruble in 1998-2005?*", Working Paper, May 17, <http://www.nes.ru/~ozamulin/decomposition.pdf>.

Van Wijnbergen S. [1984] : "Inflation, employment and the Dutch Disease in oil exporting countries : a short-run disequilibrium analysis", *Quarterly Journal of Economics*, vol. XCIX, May, N°2, pp. 233-250.

Volchkova N. [2005] : "*Is Dutch Disease Responsible for Russia's energy dependent industrial structure?*", presentation for the "Trade Policy and WTO Accession: A Training of Trainers Course for Russia and the CIS", World Bank, March 28-April 08, 2005.

World Bank [2004] : "*Russian Economic Report*" N° 7, February.

World Bank [2006] : "*Russian Economic Report*" N° 12, April.

Annexe

1. Les positions par marché, 1996-2003

A. Les 15 positions les plus fortes de la Russie, %

Position par marché	1996	2000	2003
683 Nickel	23,44	22,12	26,40
247 Autres bois bruts ou simplement équarris	25,70	19,96	15,48
273 Pierres, sables et graviers	9,64	14,99	19,70
672 Lingots et formes primaires en fer ou en acier	11,72	10,36	8,68
541 Produits médicaux et pharmaceutiques	9,76	9,65	10,00
292 Matières brutes d'origine végétale, n.d.a.	10,16	9,28	8,00
684 Aluminium	9,76	8,93	6,55
718 Autres moteurs et machines motrices et parties	5,45	7,37	8,90
689 Autres métaux communs non ferreux, et cermets	8,75	7,10	4,89
341 Gaz naturel et gaz manufacturé	4,65	6,03	5,78
244 Liège naturel brut et déchets (y compris en bloc ou en feuilles)	5,95	6,01	8,89
245 Bois de chauffage (non compris les déchets) et charbon de bois	6,37	6,45	7,63
676 Rails et autres éléments de voies ferrées, en fonte	1,38	5,23	8,13
323 Briquettes; cokes et semi-cokes de houille, lignite et tourbe	3,34	7,74	7,30
267 Autres fibres textiles synthétiques de longueur suffisante pour être filées	6,61	3,83	5,74

Source: calculs de l'auteur, données CNUCED (accès avril 2006), nomenclature CTCI.

B. Les 15 positions les plus faibles de la Russie, %

Position par marché	1996	2000	2003
074 Thé et maté	-7,30	-7,23	-7,76
061 Sucres et miel	-7,04	-6,94	-6,68
248 Bois, simplement travaillés, et traverses pour voies ferrées	-2,51	-8,33	-9,13
411 Huiles et graisses d'origine animale	-5,86	-5,47	-3,57
023 Beurre	-5,39	-2,47	-5,12
011 Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés	-4,07	-2,60	-4,65
727 Machines et appareils pour l'industrie alimentaire, et pièces	-5,23	-3,43	-3,86
091 Margarine et graisses culinaires	-5,29	-2,15	-1,90
211 Cuirs et peaux (non compris les pelleteries), bruts	-0,93	-3,27	-5,01
281 Minerais de fer et concentrés	-2,09	-4,92	-2,58
774 Appareils d'électricité médicale et de radiologie	-3,57	-1,20	-2,31
072 Cacao	-2,26	-2,58	-3,01
057 Fruits (sauf fruits oléagineux), frais ou secs	-2,89	-2,10	-2,81
014 Préparations ou conserves de viandes, n.d.a.; extraits de poisson	-6,12	-0,73	-0,42
047 Autres semoules et farines de céréales	-5,71	0,03	0,12

Source: calculs de l'auteur, données CNUCED (accès avril 2006), nomenclature CTCI

2. Les avantages comparatifs révélés de la Russie, 1996-2003
(millièmes du PIB PPA)

Avantage comparatif révélé	1996	2000	2003
333 Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	14,94	13,32	19,75
341 Gaz naturel et gaz manufacturé	15,60	11,70	8,11
334 Produits raffinés du pétrole	7,28	6,64	7,49
684 Aluminium	4,44	3,88	2,51
672 Lingots et formes primaires en fer ou en acier	3,54	3,03	2,27
562 Engrais manufacturés	2,04	2,00	1,92
247 Autres bois bruts ou simplement équarris	1,01	1,58	1,96
683 Nickel	1,39	1,28	1,44
682 Cuivre	1,17	0,99	0,79
674 Grandes plaques et tôles, en fer ou en acier	1,19	0,69	0,67
322 Houilles, lignites et tourbe	0,70	1,21	1,23
248 Bois, simplement travaillés, et traverses pour voies ferrées	0,53	0,64	1,01
673 Barres et profilés en fer ou en acier	1,03	0,32	0,48
282 Ferrailles, déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier	0,35	0,44	0,35
718 Autres moteurs et machines motrices et parties	0,32	0,43	0,48
671 Fonte, fonte spiegel, fer spongieux, poudres de fer	0,11	0,39	0,63
522 Produits chimiques inorganiques; oxydes et sels halogénés	0,58	0,37	0,35
251 Pâtes à papier et déchets de papier	0,37	0,27	0,36

Source : calculs de l'auteur sur la base de données CNUCED, FMI.